RÉSUMÉ

PROJET FINANCÉ SUR UN FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE DANS LE CADRE DE L'IESE DE L'OTAN POUR LA DESTRUCTION DE MINES TERRESTRES ANTIPERSONNEL EN SERBIE ET AU MONTÉNÉGR

La Serbie-et-Monténégro a accédé au Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines le 18 septembre 2003 et elle est devenue partie au traité le 1^{er} mars 2004. Peu après, la Serbie-et-Monténégro a demandé l'aide d'un fonds d'affectation spéciale dans le cadre de l'Initiative pour l'Europe du Sud-Est (IESE) pour entreprendre la destruction de son stock de 1 320 620 mines terrestres antipersonnel, conformément à ses obligations internationales. Auparavant, le tout premier projet financé sur un fonds d'affectation spéciale dans le cadre de l'IESE en Serbie-et-Monténégro avait permis de détruire 27 530 armes légères et de petit calibre à Čačak, en Serbie, en 2003 ; les Pays-Bas étaient le pays pilote de ce projet qui avait coûté 375 000 euros. Après l'indépendance du Monténégro, le projet s'est poursuivi en Serbie.

Les stocks de mines terrestres antipersonnel étaient entreposés dans 53 emplacements sur l'ensemble du territoire du pays. La maintenance et l'entreposage de stocks obsolètes constituaient une menace en matière de sûreté et de sécurité, et grevaient aussi fortement les ressources financières limitées de la Serbie-et-Monténégro. Dans le même temps, le ministère de la défense et les forces armées serbes faisaient face à de profondes réformes, posant des difficultés logistiques considérables pour la maintenance des stocks de mines terrestres antipersonnel dont le stockage avait largement dépassé les délais de sécurité.

À la demande, en octobre 2004, de la Délégation conjointe du Canada auprès de l'OTAN, l'Agence OTAN d'entretien et d'approvisionnement (NAMSA) a proposé, en coopération étroite avec le ministère serbe de la défense, un projet international de démilitarisation des stocks obsolètes faisant appel à un fonds d'affectation spéciale de l'IESE. Le Canada et l'Autriche ont accepté de piloter le projet et ont bénéficié de l'appui de huit autres pays : la Bulgarie, la Hongrie, l'Irlande, la Norvège, le Pays-Bas, la République tchèque, la Suède et la Suisse. C'est à la NAMSA qu'a été confié le rôle d'agent d'exécution du projet dont la valeur totale était estimée à 1 689 996 euros.

Les types de mines constituant les stocks à détruire se prêtent à la démilitarisation par un démontage pièce par pièce selon des techniques et des méthodes existantes. Ce projet mené en commun par la NAMSA et le ministère serbe de la défense porte sur la destruction des stocks, qui sont démontés pièce par pièce et dont le TNT est recyclé dans des explosifs commerciaux. Le travail de démilitarisation proprement dit est effectué par le Bureau de réparation technique du ministère de la défense, qui dispose à Kragujevac de bâtiments

réservés au traitement des munitions où un personnel possédant les compétences techniques nécessaires travaille dans des conditions respectueuses de l'environnement.

Le TNT des mines est recyclé à l'usine d'explosifs « PRVA ISKRA- BARIČ », qui applique des techniques et des procédures existantes. À ce jour, plus de 100 tonnes de TNT ont été recyclées et transformées en explosifs commerciaux à usage civil. La valeur des explosifs commerciaux ainsi obtenus compense le coût du transport du TNT jusqu'à BARIČ et du processus de recyclage proprement dit. Dans le cadre du projet, tous les composants de la mine sont détruits, recyclés et transformés pour des applications non militaires.

Ce projet met en particulier l'accent sur l'application de mesures de sécurité au travail, qui doivent respecter les normes de l'OTAN. Il a permis de construire de nouvelles installations et d'accroître les capacités de démilitarisation du Bureau de réparation technique de Kragujevac et de l'usine « PRVA ISKRA- BARIČ », ce qui représente une valeur ajoutée dans le cadre général de la coopération future de la Serbie avec l'OTAN et la communauté internationale dans le domaine de la maîtrise des armes légères et de petit calibre.

La NAMSA gère le projet avec l'aide de son représentant local en Serbie, qui assume aussi les fonctions de vérificateur et d'agent de liaison auprès des autorités serbes. Un suivi constant de l'avancement du projet et les visites régulières d'experts de la NAMSA permettent d'en assurer la supervision technique.

La Serbie est notamment chargée de fournir la technologie et les compétences de démilitarisation, le matériel et les ateliers, les outils et les équipements mécaniques, les véhicules de transport et la main-d'œuvre pour le chargement, la maintenance, le transport et le déchargement des mines, le soutien logistique et administratif de l'équipe de la NAMSA et la fourniture de tous les explosifs et de tous les accessoires nécessaires à la destruction des détonateurs et des fusées.

Le projet a débuté en février 2005, une fois conclus les accords et les contrats nécessaires entre la NAMSA et la Serbie. Le travail de démilitarisation a débuté concrètement le 17 août 2005. Jusqu'à présent, avec une cadence maximale dépassant 4 000 mines par jour, 73% de l'ensemble du stock a été détruit. Le projet, qui respecte le calendrier, devrait être achevé d'ici la fin du mois de mai 2007.

Le projet sera mené à bonne fin lorsque le dernier stock déclaré de mines terrestres antipersonnel aura été détruit dans la région. Cela marquera aussi une étape importante de la coopération de la Serbie avec l'OTAN et la communauté internationale, qui contribuera à la paix et à la sécurité dans la région.